



## COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE DU COMITÉ HYGIÈNE, SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL DES 25 MAI ET 28 MAI 2021

Une fois de plus, au vu de l'ordre du jour conséquent de ce CHSCT, les séances plénières se sont déroulées sur deux jours, le mardi 25 mai et le vendredi 28 mai 2021.

### Les points à l'ordre du jour étaient les suivants :

- 1/ Approbation des PV,
- 2/ Point Covid,
- 3/ Présentation des lettres de mission des assistants de prévention,
- 4/ Suites données aux rapports de l'inspection du travail,
- 5/ Présentation des comptes-rendus de visite de sites produits,
- 6/ Réponses aux comptes-rendus de visites de sites,
- 7/ Inventaire en matière de stores, échelles et lampadaires,
- 8/ Situation du SIP Grand Lille Est en matière de conditions de vie au travail,
- 9/ Fiches de signalement, accidents de travail, RSST,
- 10/ Suivi de la note d'orientation 2021,
- 11/ Questions diverses.

### **Point Covid :**

Concernant le nombre de cas ou de pourcentage de télétravail, les chiffres sont relativement stables.

Le changement, le plus significatif, est l'ouverture des accueils au « tout venant » à la DRFiP 59.

Les assistants de prévention se sont rendus sur l'ensemble des sites afin de procéder au renouvellement du protocole d'accueil en période de crise sanitaire (jauge, affichage, consignes.).

La direction rappelle que l'ouverture des centres s'effectuera en fonction du volontariat. Ainsi, aucune consigne n'a été donnée afin d'inciter les télétravailleurs à revenir en présentiel pour assurer l'accueil. Si sur certains sites il manque de volontaires, la DRFiP assure que c'est l'accueil sur RDV qui perdurera.

Solidaires Finances a émis des réserves quant au volontariat car aucun message dans ce sens n'a été adressé aux agents. Aucune pression ne doit être faite sur les agents. Ce qui n'est pas toujours le cas dans les services...

Pour Solidaires Finances, il est essentiel d'anticiper d'ores et déjà le départ des usagers qui vont se présenter dans les centres de Lille Fives et Lomme, la cité administrative restant fermée (sur décision du préfet). Aucune mesure n'est mise en place car la Direction est persuadée que le flux d'usagers sera limité. Une fois encore, les premières journées d'ouverture de l'accueil laissent penser le contraire..

Pour Solidaires Finances, il est indispensable que les administrations et les médecins du travail anticipent dès maintenant le retour graduel en présentiel à compter du 9 juin. Le télétravail nécessite une mise en



œuvre d'un suivi médical particulier pour en mesurer les effets sur la santé. (troubles musculo-squelettique, douleurs, isolement.).

### **Présentation des lettres de mission des assistants de prévention :**

Ce point avait pour objet de présenter, à l'ensemble des membres du CHSCT, les lettres de missions des assistants de prévention nouvellement affectés.

Le rôle des assistants de prévention est essentiel dans notre administration. En effet, ils préservent le bien-être au travail, la santé des agents et œuvrent à un compromis santé au travail et fonctionnement efficace de nos administrations.

C'est pourquoi, Solidaires Finances souhaite que leurs missions soient effectuées en temps plein et non à 50 % ou 80 % comme aux Douanes. La charge de travail est trop importante pour être réduite à un temps partiel.

### **Suites données aux rapports de l'inspection du travail :**

Ce point fait suite à plusieurs droits d'alertes effectués par les représentants du personnel, que ce soit sur la mise en place du NRP, le changement de mission pour le CC de Lille Cité ou encore, les mesures Covid mises en place à la DRFiP. Lorsque les représentants du personnel, suite au droit d'alerte, restent en désaccord sur les mesures mises en place par une administration, alors, ce droit d'alerte est envoyé à l'inspection du travail qui doit émettre son avis. C'est dans ce cadre que l'inspecteur du travail était présent afin de répondre à nos interrogations.

Solidaires Finances s'est étonné de ses conclusions : il botte en touche et affirme ne pouvoir conclure à une absence de maîtrise du risque Covid réelle ou ressentie par les agents. Si les faits décrits ne parlaient pas suffisamment, il relève de ses fonctions d'approfondir le sujet ! Selon lui, il ne pouvait se rendre sur place à cause des mesures Covid et par méconnaissance du territoire... Toutefois, s' « il y avait eu la moitié des agents en arrêt maladie ou une tentative de suicide cela aurait été différent ». Solidaires Finances refuse d'entendre ce genre de propos ! Ils vont à l'encontre même du rôle de préventeur des CHSCT. Bien des situations de souffrances au travail pourraient être évitées si nos interlocuteurs mettaient tout en œuvre, en amont, pour les éviter. Or, c'est loin d'être le cas dans nos administrations...

À la question de la distribution d'eau dans les sanitaires, l'inspecteur du travail et le médecin du travail présent ont indiqué qu'il fallait éviter les robinets des sanitaires, dans ce contexte, pour se désaltérer. « Il ne me paraît pas satisfaisant, d'un point de vue sanitaire, de prendre de l'eau dans les sanitaires. En temps normal, ce n'est déjà pas souhaitable alors dans le contexte actuel, encore moins. Ce n'est pas de nature à satisfaire le code du travail, notamment sur le risque biologique qui, dans les sanitaires, est encore plus présent. Dans l'idéal, la distribution de bouteilles d'eau, par l'employeur, serait une mesure satisfaisante. »

C'est une question que les représentants du personnel soulèvent depuis des années, mais les administrations refusent tout bonnement de se pencher réellement sur le sujet. Même avec l'avis de ces professionnels, les différentes administrations n'ont pas daigné répondre ni prendre de mesures correctives afin d'appliquer cette recommandation.

Les élus de Solidaires Finances avaient déjà dû soulever cette question et insister, à de nombreuses reprises l'année dernière, notamment lors de la fermeture des fontaines dans les restaurants



administratifs. Nous avons ainsi revendiqué et obtenu la distribution gratuite de bouteilles d'eau pendant les repas.

### **Comptes-rendus des visites de sites :**

La délégation du CHSCT s'est rendue sur plusieurs sites à savoir : la BSE de Lille Ferro pour les Douanes, le CFP de Cambrai, l'accueil du SIP Lille Ouest, le CFP de Douai et le CEL pour la DRFiP.

À l'issue de ces visites, la délégation établit un compte-rendu de visites avec des préconisations. Les administrations ont un délai de deux mois pour y répondre.

Pour Solidaires Finances, ce délai est trop important, il empêche la réalisation de mesures concrètes et rapides.

### **Réponses aux comptes rendus de visite de sites :**

**Les Douanes** ont répondu aux comptes-rendus de visites du bureau de contrôle de Dunkerque Ferry, la BSE de Dunkerque-Port et la BSE de Calais Port (Cheriton).

Elles n'apportent pas de réelles réponses aux différentes préconisations de la délégation. Étant locataire des lieux, pour chaque demande de travaux, même basique (du remplacement d'une fenêtre à la mise en place d'un dérouleur à papier toilette) les demandes doivent être faites aux propriétaires. Cette opération prend trop de temps. En attendant, les collègues subissent des conditions de travail dégradées et déplorables. Cette situation n'est plus envisageable, Solidaires Finances a exigé des réponses rapides notamment sur le site de la BSE de Dunkerque où les conditions des agents sont lamentables !

Le Directeur des Douanes de Dunkerque se rend mardi 1<sup>er</sup> juin sur le site de Cheriton afin de constater a situation. Solidaires Finances a donc demandé un point à l'ordre du jour du prochain CHSCT sur le site de Cheriton.

**Visite de la trésorerie de Lille CHR :** Comme à son habitude, la DRFiP ne répond qu'aux préconisations qui l'intéressent. Quand la délégation réclame un renforcement des effectifs, aucune réponse n'est apportée. Il en est de même pour le report du NRP ou, a minima, un tuilage entre les services transférés et la trésorerie d'origine. Au final, très peu de réponses sont apportées et ne sont essentielles pour les agents. Nous avons voulu revenir sur chaque préconisation et sur chaque problématique de poste. Pour Solidaires Finances, les réponses de la Direction ne sont pas satisfaisantes. Il est possible de répondre favorablement aux attentes des collègues rapidement et simplement comme la mise à disposition de matériel de restauration sur place (micro-onde). Pourtant la DRFiP complique en permanence toute demande, aussi basique soit-elle. Coûte que coûte, la Direction entend mener sa politique de restructuration aux dépens des agents et de leurs conditions de travail.

**Visite du CFP de Maubeuge.** Des travaux pour régler le problème d'infiltrations d'eau ainsi que le problème d'odeur émanant des cuisines ont eu lieu dans les semaines qui ont suivi la visite. À ce jour, ni l'agent SERCO ni les agents des différents services n'ont signalé d'autres incidents de ce type. S'agissant de la fourniture des plexiglas pour le service de Maubeuge-Ouest, ceux-ci ont bien été fournis aux collègues demandeurs. Les agents apprécient la fourniture de ce matériel qui ne vient nullement se substituer au port du masque mais s'avère être un outil-barrière supplémentaire.



Au sujet des horaires des agents de sécurité, Solidaires Finances a rappelé la nécessité de décaler leur arrivée à 8h15 au lieu de 8h30 afin d'anticiper d'éventuels retards ou absences. Dans le cas contraire, ce sont les agents chargés de l'accueil qui devaient subir cette tâche supplémentaire. La Direction a signifié qu'elle s'entreferait avec le prestataire concerné afin de pallier ce désagrément.

### **Situation du SIP Grand Lille Est :**

Ce point à l'ordre du jour fait suite à deux visites du SIP, un compte-rendu et des échanges avec la DRFiP qui n'ont abouti à aucune mesure d'amélioration pour les collègues.

Solidaires Finances avait proposé une réunion entre les agents et les représentants de la DRFiP en présence de la délégation du CHSCT. La Direction a refusé cette solution mais indique vouloir mettre en place une réunion uniquement avec les agents.

Malgré l'énoncé de faits, de problématiques, la DRFiP affiche sa mauvaise foi en n'engageant aucune action pour améliorer les conditions de travail des agents.

Solidaires Finances a demandé le renforcement des effectifs du service et le comblement des vacances d'emplois suite au mouvement de mutation. La DRFiP n'a : « pas le sentiment que ce service soit en situation plus défavorable que d'autres ». Même réponse évasive pour le comblement des vacances en indiquant : « nous allons pourvoir des postes qui seraient vacants, mais dans quelle proportion, on ne sait pas ».

La DRFiP a indiqué mettre en place une réunion avec des représentants du pôle fiscal et l'ensemble des agents dès la deuxième quinzaine de juin.

Solidaires Finances a souhaité la mise en place d'une visite et enquête par les médecins du travail afin de prévenir et consigner toute situation de mal-être au travail.

Pour Solidaires Finances, l'inaction totale de la Direction est inacceptable !

### **Questions diverses :**

- Les représentants des personnels ont effectué une analyse des conditions de travail à la trésorerie de Lille Amendes. Suite à nos visites dans ce service, nous souhaitons relayer une demande urgente des agents du service. En effet, les agents nous ont fait part de la mise en place à compter du 14 juin, d'un plateau téléphonique et d'un accueil sur RDV, à la place de l'accueil physique « tout-venant » actuel. Les collègues nous ont fait part de leurs difficultés au quotidien, de leurs retards et de leurs inquiétudes à mettre en place ce plateau téléphonique et cet accueil. La période compliquée, le retard accumulé, le manque d'effectifs, le télétravail, font que les conditions ne sont pas du tout satisfaisantes. Nous avons donc demandé à la DRFiP de décaler la mise en place de ces accueils, téléphonique et sur RDV, au 1<sup>er</sup> septembre.

Cela doit impérativement aller de pair avec une diminution et une meilleure gestion des poursuites.

Cet accueil ne fonctionnera correctement, à la fois pour les agents et les usagers, que si l'ensemble des dossiers, des mails, mais aussi la comptabilité, sont remis « à flot ». De plus, un tel changement ne peut s'effectuer juste avant la période de vacances scolaires. Pour Solidaires Finances, cette demande est légitime, pertinente et évidente.



Un représentant de la DRFiP va se déplacer cette semaine dans le service afin de pouvoir échanger avec les agents sur le sujet. Tout en indiquant que « La porte n'est pas fermée ».

Les représentants des personnels n'ont pas eu la possibilité de poser toutes leurs questions, diverses, faute de temps. Solidaires Finances dénonce cette situation inadmissible !

Nous ne cesserons de défendre **TOUS** nos collègues et leurs conditions de travail.

